



**Madame la Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice**

Nicole BELLOUBET
13, place Vendôme
75042 PARIS Cedex 01

Paris, le 4 mai 2020

Objet : **Décret n° 2020-356 portant création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « DataJust »**

Madame la Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

C'est avec étonnement qu'APF France handicap, la FENVAC, la FNATH et l'UNAFTC ont découvert la parution du décret n° 2020-356 du 27 mars 2020 compte tenu du contexte de pandémie que traverse la France. La crise sanitaire actuelle mobilise toutes les forces vives de nos associations au regard du retentissement aiguë pour les personnes en situation de handicap et leurs familles notamment en terme de continuité de la réponse à leurs besoins et respect de leurs droits fondamentaux.

Cependant, nous souhaitons vous faire part de notre position sur ce décret compte tenu de l'inquiétude qu'il suscite et de notre implication pour la défense des droits des victimes.

Nos organisations défendent **le respect et l'effectivité du principe de réparation intégrale des victimes de dommages corporels dont l'un des corollaires est l'individualisation de la réparation. Les associations représentatives de victimes** comme les nôtres se sont toujours opposées à tout référentiel indicatif d'indemnisation car constitutif d'une atteinte grave au principe de réparation intégrale et donc aux droits des victimes.

Encore récemment, la Fédération française des assureurs a réaffirmé cette demande dans le cadre de son livre blanc du dommage corporel 2018 : « *proposition n°4 : L'adoption d'un référentiel indemnitaire pour les postes de préjudices non économiques, publié et révisé périodiquement par les pouvoirs publics est gage de transparence et d'équité pour les victimes* ».

Le projet de loi de réforme de la responsabilité civile prévoit l'élaboration d'un référentiel national indicatif de certains postes de préjudices extrapatrimoniaux. Nous avons pu exprimer notre profond désaccord sur cette disposition.

Le décret n°2020-356 du 27 mars 2020 portant création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé «DataJust» prévoit la création d'une base de données des décisions de justice rendues en appel entre le 1er janvier 2017 et le 31 décembre 2019 par les juridictions administratives et les formations civiles des juridictions judiciaires dans les seuls contentieux portant sur l'indemnisation des préjudices corporels.

Nos associations demandent depuis de nombreuses années la création d'une base de données jurisprudentielle, mais cette demande a toujours été conditionnée à la mise en place de garanties précises quant au cadre et à la finalité de la base de données **(voir annexe 1)**.

Parmi ces garanties, il nous semble que l'intervention du législateur est incontournable pour définir les grandes lignes d'un cadre respectueux des droits et libertés fondamentales des victimes. Il apparaît dès lors surprenant, au regard du contenu de ce décret et de sa portée, qu'il ait été pris par décret simple.

Le décret du 27 mars 2020 a donné lieu à un avis de la CNIL par délibération n° 2020-002 du 9 janvier 2020, nos associations seront attentives au respect des préconisations émises par la CNIL dans cet avis.

Le Premier Ministre vous autorise par ce décret à mettre en œuvre, pour une durée de deux ans, un traitement automatisé afin de développer un algorithme devant servir à :

- la réalisation d'évaluations rétrospectives et prospectives des politiques publiques en matière de responsabilité civile ou administrative;
- l'élaboration d'un référentiel indicatif d'indemnisation des préjudices corporels;
- l'information des parties et l'aide à l'évaluation du montant de l'indemnisation à laquelle les victimes peuvent prétendre afin de favoriser un règlement amiable des litiges;
- l'information ou la documentation des juges appelés à statuer sur des demandes d'indemnisation des préjudices corporels.

S'agissant des finalités de ce traitement automatisé nous souhaitons attirer votre attention sur plusieurs points :

1) Elaboration d'un référentiel indicatif d'indemnisation des préjudices corporels

Nous constatons que le décret du 27 mars 2020 vise un champ plus vaste que celui porté par les assureurs et prévu dans le projet de loi de réforme de responsabilité civile

puisque'il concerne les préjudices corporels sans l'indication « non économiques » ou «extrapatrimoniaux».

Pourriez-vous nous apporter des précisions à ce sujet. Est-ce à considérer qu'il s'agira d'un référentiel méthodologique des différentes étapes à suivre dans le cadre d'une procédure d'indemnisation des dommages corporels (type manuel-guide) sans contenir de barème, fourchette ou montant et destiné à éviter les erreurs techniques ou juridiques sur le modèle de la partie 1 des référentiels indicatifs de Cours d'appels en circulation depuis plusieurs années ?

D'après l'avis rendu par délibération 2020-002 de la CNIL le 9 janvier 2020 le traitement vise à constituer un outil de restitution et de diffusion des montants alloués aux victimes au titre de l'indemnisation des préjudices corporels.

En l'état de la rédaction du décret et des précisions apportées par l'avis rendu par la CNIL sur ce point, nous souhaitons exprimer notre vive inquiétude et notre désapprobation quant à la finalité d'une telle base de données dont le décret précise 2° en vue de l'« *élaboration d'un référentiel indicatif d'indemnisation des préjudices corporels*; » répondant ainsi aux attentes des assureurs.

D'une part, un tel référentiel officiel, n'est pas justifié en droit actuellement, la Cour de Cassation a eu l'occasion de sanctionner la référence par les juges du fond dans leur décision à tout barème ou référentiel dans le respect de son pouvoir d'appréciation *in concreto* de chaque situation soumise.

De plus, la mise à disposition d'une base de données est, non seulement suffisante, mais bien plus efficace que toute tentative de réduction des informations par un référentiel pour permettre une recherche à la fois vaste ou au contraire ciblée.

D'autre part, un référentiel « indicatif » officiel d'indemnisation conduira à porter atteinte au principe même de réparation intégrale. En effet, si un tel référentiel indicatif issu des jurisprudences judiciaires et administratives devait voir le jour il aura nécessairement l'effet pervers de figer les données recensées et de contrarier tout le bénéfice de la base de données.

Il conduira inéluctablement à une uniformisation de l'indemnisation des victimes alors même que le parcours des victimes est marqué par sa singularité: singularité de sa vie avant l'accident, singularité du retentissement de l'accident. L'individualisation de l'indemnisation vise, entre autres à réparer une humanité meurtrie et résonne encore plus spécifiquement en matière de drames collectifs où la victime, être individuel, est enfermée malgré elle dans un groupe.

Chaque vie est singulière et donc chaque victime nécessite une évaluation individualisée et complète afin de permettre la réparation de ses préjudices pour lesquels la détermination de « fourchette » ou de « montant moyen » versé, déterminé à partir de décision de justice, n'ont aucun sens. Ce décret vise à créer un algorithme dans un domaine où par définition le droit est évolutif car il tient compte d'une évolution constante de l'environnement. Ainsi, c'est le droit à la jurisprudence évolutive qui est en danger à travers ce référentiel indicatif que n'entachera pas la base de données.

Les faits nous enseignent que lorsqu'un référentiel « indicatif » d'indemnisation a été mis en place, les lourdes contraintes induites par la gestion des dossiers conduisent,

en pratique, à en faire un barème d'indemnisation, c'est-à-dire à considérer le montant maximal comme un plafond.

C'est ce que nous pouvons malheureusement constater avec le recul des années s'agissant du traitement réservé aux victimes recourant au FIVA ou l'Oniam (en témoigne la très forte judiciarisation en matière d'accidents médicaux).

2) Favoriser le règlement amiable des litiges par l'information des parties et l'aide à l'évaluation du montant de l'indemnisation à laquelle les victimes peuvent prétendre

Le libellé du décret n'est pas clair car il laisse entendre que la base de données a pour finalité le règlement amiable des litiges tout en précisant que le règlement amiable doit être favorisé par une information des parties et une aide à l'évaluation du montant d'indemnisation à laquelle les victimes peuvent prétendre.

Par ailleurs, la lecture de l'avis de la CNIL indique que la finalité du traitement est de permettre une meilleure administration de la justice et la mise à disposition des victimes justiciables d'un outil leur permettant d'effectuer le choix d'engager un contentieux ou d'accepter ou non l'offre d'indemnisation proposée par les assureurs tout en prenant acte que ce dispositif ne constituera pas un outil d'aide à la prise de décision.

Les mesures qui seront prises dans le cadre de ce décret ne doivent pas conduire à l'utilisation d'outils, y compris peut être le référentiel, laissant croire aux victimes qu'elles disposent d'informations suffisantes et qu'elles sont ainsi éclairées et armées seules face aux assureurs pour mener le processus d'indemnisation seules.

D'une part, le droit de dommage corporel est complexe et dense, encore plus pour les victimes les plus lourdement accidentées qui basculent dans le monde du handicap sans mesurer les implications qui en découlent dans tous les domaines de leur existence.

Et d'autre part, c'est un autre enseignement des pratiques constatées avec les référentiels existants, les victimes, même assistées d'un avocat, ont les plus grandes difficultés à obtenir de s'en écarter pour une appréciation à la hauteur de leur préjudice individuel.

Qu'en sera-t-il alors dans la discussion avec les assureurs s'agissant d'un référentiel dont l'élaboration aura reçu « l'onction » suprême d'être issue des décisions de justice ? En pratique il deviendra opposable en assimilant la situation de la victime à la fourchette la plus basse et il figera les indemnisations sans permettre une réelle individualisation.

Nos associations se sont prononcées en faveur de la mise en place d'une base de données jurisprudentielle exhaustive et accessible aux professionnels et aux victimes pour plus de transparence, qui permettrait d'accéder aux décisions ainsi et surtout qu'à la réalité qui les ont motivées. Toutefois s'agissant de la base de données, les praticiens connaissent bien les nombreux biais existants à l'occasion de l'examen des jurisprudences, on citera notamment à titre d'exemple la règle de *l'ultra pétita* qui oblige le juge à ne jamais allouer de sommes supérieures à celles demandées par la victime même si il estime que celle-ci sont notoirement insuffisantes. Ils en existent bien d'autres.

C'est tout l'enjeu de l'égalité des armes : chaque victime doit être assistée de conseils compétents en dommage corporel et indépendants des compagnies d'assurance ou des fonds d'indemnisation tout au long du processus d'indemnisation dans le cadre d'un règlement transactionnel ou juridictionnel.

Aussi, si une impulsion en faveur du règlement amiable doit être favorisée celle-ci doit prévoir les garanties indispensables à la défense des intérêts des victimes à savoir l'égalité des armes qui est particulièrement mis à mal lorsqu'il n'y a pas l'intervention du juge.

Nos associations vous demandent de prendre les mesures nécessaires dans ce contexte en faveur d'une évolution, si elle n'est protectrice, au moins conservatrice, des droits des victimes par des garanties effectives et non théoriques.

- ➔ On pense à la formalisation du rôle des associations d'aide et de défense des droits des victimes à but non lucratif dans le processus d'accompagnement et d'information des victimes, à la mise en place d'un mécanisme de prise en charge intégrale des frais d'assistance de la victime du choix d'un médecin conseil et d'un avocat compétents et indépendants de la compagnie d'assurance ou du fonds d'indemnisation ainsi que le financement de l'appel à des sages en fonction du dommage (ergothérapeute par exemple...).
- ➔ De même est-il nécessaire de garantir tout au long du processus d'indemnisation le respect strict du principe du contradictoire ce qui n'est pas le cas lors des procédures amiables, la victime ne comprenant pas le rôle et les intérêts des acteurs en présence.

3) Données prises en compte dans le traitement automatisé

Enfin, le champ prévu concernant les données extraites des décisions de justice est très large et nos associations s'interrogent sur la pertinence de ce périmètre aussi large et se joignent à la demande formulée par la CNIL d'énoncer avec précision la liste des informations identifiées comme nécessaires au regard des finalités du traitement.

Nous demandons que les recommandations formulées par la CNIL soient suivies afin de garantir le respect des personnes en matière de protection des données.

Nos associations sont inquiètes quant au risque inhérent à ce décret instituant la création d'un fichier comportant des données personnelles hors le cadre du RGPD s'exonérant du droit d'information prévue par le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 pour un motif qui paraît surprenant : « compte tenu des efforts disproportionnés que représenterait la fourniture des informations » nécessaire au respect dudit droit à l'information.

Plus inquiétant encore dans le prolongement de cette exclusion du droit à l'information le décret s'exonère également des règles applicables dans le cadre du RGPD s'agissant cette fois de la mise en œuvre du droit d'opposition.

Comme vous pouvez le constater, au-delà du respect des règles relatives aux traitements des données personnelles dans une perspective d'open data des décisions de justice, la finalité de ce décret peut impacter lourdement le processus d'indemnisation des dommages corporels dans son entier à l'image de l'accès au droit des justiciables dans le cadre plus globale d'une justice déshumanisée.

Comme des représentants des magistrats ont pu vous l'exprimer ce décret et le contexte dans lequel il a été adopté nous inquiètent grandement sur l'avenir du service public de la justice qui fonctionne déjà bien en dessous des moyens dont il devrait disposer. Il est clair que la mise en place de tel traitement des données va conduire comme vous nous l'indiquions à une homogénéisation de la jurisprudence des juridictions administratives et judiciaires au niveau national et à la déjudiciarisation des contentieux en matière de préjudice corporel avec tous les risques que cela comportent en terme d'inégalité des armes.

Pour toutes ces raisons nos associations vous demandent le retrait de ce décret que vous avez qualifié d'erreur temporelle afin d'ouvrir des travaux pour l'amélioration des droits des victimes associant étroitement à cette réflexion l'ensemble des acteurs du secteur.

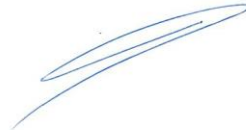
Nous vous remercions à l'avance de bien vouloir prendre en compte nos demandes.

Nous vous prions de croire, Madame la Garde des Sceaux, en notre haute considération.

Alain ROCHON
Président d'APF France handicap

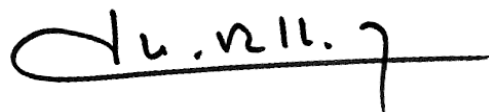


Emeric GUILLERMOU
Président de l'UNAFTC



Nadine HERRERO
Présidente de la FNATH

Jean-Michel ROLLOT
Président de la FENVAC



Annexe 1

Pour se prémunir de toute atteinte au principe de réparation intégrale des préjudices corporels que constitue la barémisation ou la constitution d'un référentiel indicatif, ce qui dans les pratiques conduit à la barémisation, cette base de données devrait être établie au vu des décisions de jurisprudences sans se référer aux « barèmes de Cours d'appel » ;

- Il ne devra en aucun cas faire figurer des moyennes de valeurs ou des médianes ;
- Pour être utilisable par les avocats de victimes, il conviendra de faire en sorte que soit résumé en annexe de chaque décision le descriptif anonymisé le plus exhaustif possible des séquelles subies par la victime ;
- Chaque décision citée devra être soit être référencée par un numéro de Juris-data soit être consultable in extenso de façon à pouvoir être produite en justice ;
- Elle devrait pouvoir être consultée directement par les justiciables ;
- Elle devra rappeler qu'en aucun cas le juge n'est lié par les données y figurant ;
- La méthodologie d'intégration de ces données exige impérativement que la base de données ait un caractère exhaustif, à défaut de quoi l'absence d'entrées de certaines décisions serait arbitraire et la base de données perdrait toute crédibilité ;
- Seul un service public garant de l'exhaustivité et de l'impartialité des données peut être chargé d'une telle mission et ce service public ne peut, déléguer cette mission, ni les données être croisés avec des fichiers tenus par des personnes privées ;
- En aucun cas, une telle base de données ne pourrait mélanger des transactions qui constituent une renonciation à un droit et des décisions judiciaires ;
- Que les innovations jurisprudentielles fassent l'objet d'une analyse par un groupe de travail régulièrement convoqué par la chancellerie (fréquence annuelle) et soient particulièrement signalées sur la base de données ;
- Le caractère évolutif d'un tel outil pourrait être garanti par une réactualisation constante dont les caractéristiques devront être définies préalablement.